



Nº. I X.

L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES,
*Et rédigé par M. MARAT, Auteur de L'OFFRANDE
A LA PATRIE, du MONITEUR & du PLAN
DE CONSTITUTION, &c.*

Vitam impendere vero.

V E R S A I L L E S.

Du Samedi 19 Septembre 1789.

A S S E M B L É E N A T I O N A L E.

Séance du 18 Septembre.

*Réponse du Roi à l'Assemblée Nationale, sur la
Sanction demandée pour les décrets des 4 & 5
Août. — Motions de MM. le Chapellier, Mi-
rabeau, &c. sur cet objet.*

M. LE Président a ouvert la Séance par la
lecture de la réponse qu'il venoit de recevoir du

I

Roi, sur la Sanction demandée pour les décrets des 4 & 5 Août.

Le Roi y commence par observer que plusieurs articles offerts à sa Sanction, ne sont que le texte des loix que l'Assemblée Nationale a dessein de faire, & que leur convenance ne pourra dépendre que de l'ensemble des loix subséquentes; il remarque qu'en approuvant les déterminations de l'Assemblée, il est un petit nombre d'articles auxquels il ne pourroit donner qu'une adhésion continuelle. Sa Majesté annonce cependant qu'elle modifiera ses opinions, qu'elle y renoncera même si les observations de l'Assemblée Nationale l'y engagent, parce qu'elle ne s'éloignera jamais de la maniere de voir & de penser des Représentans de la Nation.

A l'égard des droits féodaux, Sa Majesté annonce qu'ayant elle-même donné l'exemple des principes professés par l'Assemblée Nationale, en abolissant la main-morte dans ses domaines, elle pense que tous les assujettissemens qui dégradent la dignité de l'homme, doivent être abolis sans indemnité; mais elle observe qu'il est des redevances personnelles qui ne sont pas susceptibles d'indemnités; que la plupart des devoirs personnels étant convertis depuis long-temps en redevances pécuniaires, il seroit peut-être injuste de les abolir sans indem-

nité , à cause de la bonne foi de ceux qui les ont acquises; que ce seroit établir une sorte d'inquisition que de les confondre avec les autres redevances; que ce qui importe le plus à son cœur, c'est de concilier avec les regles de la Justice, tout ce qui peut concourir au soulagement de la partie de ses Peuples la plus souffrante. Sa Majesté adopte sans hésiter le rachat des droits censuels & fonciers, pour que l'indemnité en soit raisonnable.

A l'égard des colombiers, le Roi approuve, sans restriction, les dispositions de l'Assemblée.

A l'égard du droit de Chasse, elle approuve encore la destruction de ce privilège, en permettant à chacun de chasser sur ses domaines, mais en prenant les précautions contre les dangers du port d'armes.

A l'égard des Justices Seigneuriales, elle déclare qu'elle en approuvera la suppression, lorsqu'elle aura connoissance d'un nouvel ordre judiciaire.

Al'égard des Dîmes, Sa Majesté a dit : J'accepte, avec reconnoissance, les généreux sacrifices des Représentans du Clergé; la disposition qu'on en doit faire est le seul objet de mes vœux; mais en se bornant à la suppression des biens du Clergé au profit des assujettis, cette grande munificence se trouveroit uniquement dévolue aux Propriétaires des terres; répartition d'un bienfait, à laquelle les habitans des Villes, les Com-

merçans & tous les non-Propriétaires n'auroient aucune part. Ce n'est pas d'ailleurs avec les sacrifices du Clergé que l'on pourroit pourvoir à l'insuffisance des revenus de l'Etat, pour en acquitter les charges. Ne seroit-il pas important d'examiner si, mettant à part les Dîmes, les autres biens du Clergé suffiront pour ses besoins; je pense qu'il conviendrait de prendre l'Arrêté en nouvelle considération, & d'unir cet examen aux discussions relatives aux besoins de l'Etat. A l'égard de l'Ordre de Malthe, il est des considérations de politique & d'utilité publique, qui me semblent mériter d'être mises en ligne de compte, avant de détruire les ressources de cet Ordre intéressant.

A l'égard de l'abolition de la vénalité des Offices de judicature, le Roi déclare n'y point former d'opposition, son desir étant seulement que la justice soit toujours rendue par des hommes dignes de sa confiance & de celle de ses peuples.

A l'égard du traitement des Curés, Sa Majesté déclare approuver les dispositions de l'Assemblée, en observant que tous les petits droits auxquels ils étoient restreints, faisoient un trop grand contraste avec tout ce qui doit relever aux yeux du peuple cet auguste ministère.

A l'égard de la renonciation du Clergé & de la Noblesse aux privilèges pécuniaires, elle déclare approuver ces sacrifices généreux.

A l'égard des privilèges des Provinces , elle déclare également en approuver le sacrifice , mais qu'elle desire qu'ils puissent se réaliser sans opposition.

A l'égard de l'admission de tous les Citoyens à tous emplois Civils & Militaires, elle déclare approuver le décret & assure qu'elle verra avec plaisir tous les hommes de talens & de mérite se rapprocher de ses regards.

La suite au Numéro prochain.

Suite du Discours au Peuple.

Si du moins le Sénat National mettoit fin à vos malheurs par la régénération du Royaume. Mais , ô douleur ! depuis long-temps vos ennemis y siegent avec sécurité ; ils ont trouvé moyen de s'y faire des créatures , & de tourner contre vous vos propres défenseurs. La plupart de vos Députés n'ayant à vous offrir qu'une fidélité incorruptible gardent le silence : tandis qu'une poignée d'Orateurs ambitieux, verbeux & bruyans consumant les jours en vains débats , tirent les affaires en longueur pour ne rien conclure , & semblent chercher à vous enlacer dans les liens d'une politique captieuse (1).

Le voile enfin tombera... Déjà quelques Provinces font éclater leur mécontentement ; l'Etat est sur le point d'être déchiré. La Capitale qui ne subsiste que par le luxe & les vices , pourra

(1) Je prouverai dans un Numéro suivant , que c'est la faction ennemie qui conduit les affaires , & qui leur a fait prendre jusqu'à ce jour une marche si dangereuse.

bien redemander un maître, & peut-être verra-t-on quelques ambitieux prodiguer l'or pour se saisir des rênes flottantes du Gouvernement. Mais les Provinces, perdues pour le Monarque, s'érigeront en Républiques. S'il en conserve quelques-unes¹, il combattra bientôt pour conquérir les autres; & nous serons replongés, pendant une longue suite de siècles, dans les horreurs des guerres civiles, qui désolèrent autrefois la France. O ma Patrie! à l'aspect des malheurs qui t'accablent & te menacent, mon cœur se fend de douleur, des larmes de sang coulent de mes yeux.

Cessons de nous plaindre : les maux cruels qui nous font gémir sont notre ouvrage, les fruits amers de notre dépravation. Qu'attendre d'un Peuple d'égoïstes qui n'agissent que par des vues d'intérêt, qui ne consultent que leurs passions, & dont la vanité est l'unique mobile? Ne nous abusons plus : une Nation sans lumières, sans mœurs, sans vertu n'est pas faite pour la liberté. Elle peut bien rompre un moment ses fers, mais peut-elle éviter de les reprendre; & si elle n'est pas enchaînée par la force, elle le sera infailliblement par la fourbe?

Insensés que nous sommes, nous fermons l'oreille aux sages qui cherchent à nous réveiller de notre léthargie, & nous l'ouvrons aux fripons adroits qui cherchent à nous endormir. Ah! s'il nous reste encore quelque espoir, sortons, sortons de notre fatale sécurité, découvrons l'abîme ouvert sous nos pas, mesurons-en la profondeur, & travaillons à le combler avant qu'il nous ait engloutis.

Réfléchissons-y mûrement. Jamais la machine politique ne se remonte que par des secousses violentes, comme les airs ne se purifient que

par des orages. Rassemblons - nous donc sur les places publiques , & avisons aux moyens de sauver l'Etat : mais hélas ! pourrions nous les méconnaître encore ? La source de nos malheurs actuels , c'est que les conseils de ceux qui nous gouvernent sont & trop nombreux & trop dépourvus de sages : les cohues ne servent qu'à jeter par-tout le désordre ; & les ambitieux , les vicieux , les sophistes soudoyés ne sont bons qu'à nous perdre. Portons enfin la coignée à la racine. Le seul moyen de tarir la source de nos maux , c'est de purger nos Comités des hommes dont les principes sont suspects ou dangereux , des hommes qui tiennent quelque place , quelque pension du Gouvernement. Requérons aussi le Sénat National de se purger lui-même , que son premier décret déclare inhabile à siéger tout homme qui tient quelque bienfait de la Cour , ou qui fait une spéculation de la gloire de servir la Patrie ; que tout Membre qui a une place ou une pension du Prince , soit invité à les remettre ; que chacun s'engage d'honneur à ne recevoir aucune faveur de la Cour , que dix ans après l'expiration de la législature dont il fait partie. Si le Sénat refuse de se purger , que les pouvoirs des Députés dans lesquels on ne peut plus prendre confiance (1) soient révoqués par leurs commettans , & qu'à leur place soient appelés des hommes d'un vrai mérite.

Les Etats actuels ont été formés sur les mauvais principes de la féodalité ; aujourd'hui qu'il n'y a plus dans le Royaume qu'un seul ordre de Citoyens,

(1) Ils sont connus , la voix publique les nomme tout haut.

que la hiérarchie sacrée & la Noblesse n'y siègent plus comme classes privilégiées, qu'on n'y admette que ceux d'entreux qui ont fait preuve de zele patriotique, & que l'Assemblée Nationale, réduite au quart, soit uniquement composée d'hommes éclairés & vertueux.

On souscrit à Paris & en Province chez tous les Libraires.

A Paris, chez *DUFOUR*, rue des Cordeliers, N°. 6, à qui l'on adressera, *franc de port*, le prix de l'abonnement, la lettre d'avis, & toutes les lettres pour les Auteurs du *Publiciste Parisien*;

Chez Bleuet, Libraire, rue Dauphine;

Chez Petit, au Palais-Royal;

Chez Pichard, Libraire, près le Pont-Royal;

Chez Debray, Libraire, au Palais-Royal;

Et chez Bailly, Libraire, rue Saint-Honoré, près la Barriere des Sergens.

Le prix de l'Abonnement pour ce Journal de 8 pages in-8°. & quelquefois plus, qui paroît tous les jours, est de 12 livres pour trois mois, franc de port par la poste, pour tout le Royaume.

Hôtel-de-Ville de Paris. Comité de Police.

Permis à la poste de faire circuler le Journal rédigé par M. Marat, intitulé : *l'Ami du Peuple ou le Publiciste Parisien*. Au Comité de Police, ce 8 Septembre 1789.
Signé, BROUSSONET, LERASLE, LE ROUX, MONDE.

De l'Imprimerie de la veuve HÉRISANT, rue Neuve Notre-Dame.